

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2017 :

# S'APPUYER SUR LA FORCE DE LA COLLECTIVITÉ POUR RELEVER LES DÉFIS

*Par Elisabeth Schmidt-Hieber, chargée de communication pour PICUM.*

*To read the blog in English, click [HERE](#).*

**Se réunissant une fois par an, l'Assemblée Générale de PICUM est l'organe décisionnel principal de son réseau. Environ 80 membres de PICUM se sont retrouvés à Bruxelles les 12 et 13 mai derniers afin d'établir des stratégies et de convenir des mesures que PICUM pourrait prendre afin de faire progresser les droits des migrants sans papiers.**

Au cours de l'année écoulée, la situation des migrants sans papiers est devenue de plus en plus épineuse. L'Assemblée Générale, d'une durée de deux jours, s'est ouverte avec le partage des émotions et ressentis des membres de PICUM à propos de l'année passée. Cet échange s'est composé aussi bien de moments de colère et de désespoir que de moments de joie et d'inspiration lorsque les membres se sont réjouis de changements positifs.

### Défis et opportunités

Le premier panel a réuni des représentants du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe ainsi que des experts clés dans le but de discuter des différents défis et des opportunités auxquels PICUM peut s'attendre dans les années à venir. Les panélistes ont insisté sur le recours de plus en plus fréquent aux mesures criminalisantes à l'encontre des migrants sans papiers aux frontières et dans les communautés à travers l'Europe. Ils ont également mis l'accent sur le fait que ces mesures exagèrent à la fois sur le nombre de migrants irréguliers arrivant sur le continent ainsi que sur les risques posés par la migration.

### Augmentation des mesures de contrôle et criminalisantes

Tous les participants se sont mis d'accord sur le fait que les mesures politiques européennes se développent de plus en plus dans une optique très limitée sur la migration et sans supervision démocratique. Les problèmes tels que les exigences du marché du travail, les droits des travailleurs, l'inclusion sociale et l'insuffisance des politiques qui poussent les migrants à l'irrégularité sont, quant à eux, rarement discutés.

Malgré le manque de preuves quant à l'efficacité de la détention et de l'expulsion dans la réduction du nombre de migrants sans papiers, les récentes politiques migratoires favorisent ces solutions. Comme les états membres sont déterminés à mettre en place un système de contrôles aux frontières imperméable, et ce, au mépris d'un coût humain élevé, l'Europe est en train de conclure des accords sur le contrôle de la migration avec des pays voisins où des abus majeurs, des cas de torture et même des meurtres de migrants ont été documentés.

Ce genre d'accords contribue à l'écartement progressif des procédures démocratiques. Le Parlement Européen a été exclu des décisions concernant la migration et, étant donné que les accords bilatéraux tels que celui établi entre l'Europe et la Turquie n'ont aucune base juridique, la Cour de Justice Européenne n'est pas compétente pour répondre aux préoccupations quant à leur impact néfaste sur la vie des migrants.

## **Le rôle de la société civile**

Sur cette toile de fond, les ONG assistant les migrants font face de plus en plus souvent au harcèlement et à la criminalisation. Lorsqu'elles sauvent des vies en mer, ces organisations sont accusées d'être un facteur d'incitation à la migration irrégulière et au trafic d'êtres humains. Alors que la politique européenne face à la migration est présentée comme un compromis entre sécurité et humanité, les ONG sont de plus en plus souvent décrites comme néfastes, en complet décalage avec la réalité et parfois même nuisibles.

## **Besoin d'un "pare-feu"**

Le risque permanent d'être arrêté, enfermé et expulsé reste un facteur décisif dans la réticence des migrants à consulter un docteur, à envoyer leurs enfants à l'école ou encore à dénoncer les cas d'exploitation et d'abus à la police et autres autorités.

Afin de résoudre ce problème, la Commission Européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe a publié des recommandations adressées aux états membres afin de les aider dans leur combat contre la discrimination envers les migrants sans papiers et pour la facilitation de leur inclusion dans les services essentiels. La recommandation de politique générale numéro 16 invite les gouvernements à mettre en place un "pare-feu", une séparation claire entre l'accès aux services et à la justice pour les migrants sans papiers et entre l'application de la loi sur l'immigration.

## **Les membres de PICUM partagent leurs inquiétudes et initiatives**

Les membres de PICUM ont également eu l'opportunité de prendre la parole et d'animer un atelier sur le sujet de leur choix. En plus de souligner les défis clés, les membres ont partagé certains exemples positifs issus tout droit de leur travail.

## **Zones d'inquiétudes**

- Difficulté d'accès au logement et aux abris d'urgence : dans de nombreux pays, cela reste un problème majeur pour les migrants sans papier. Prenant l'exemple de la situation aux Pays-Bas, un groupe de membres de PICUM a débattu les modèles existants pour aider les migrants irréguliers à trouver logements et abris.
- Discrimination des migrants professionnels du sexe : certains membres ont débattu de la discrimination et de la criminalisation auxquelles font face les migrants travaillant dans l'industrie du sexe. Ils se sont mis d'accord sur le besoin d'une plus grande collaboration et sur la nécessité de bâtir des relations avec les groupes de migrants travailleurs du sexe ainsi que le partage de connaissances et d'information sur leurs vulnérabilités particulières.
- Participation limitée des migrants à la vie politique : les membres ont réfléchi à la manière de mieux impliquer les migrants sans papiers dans les débats politiques qui les concernent directement. Ils ont discuté de stratégies ascendantes et des liens avec les mécanismes institutionnels nécessaires afin de développer le rôle politique des migrants, afin qu'ils soient inclus dans les débats politiques.
- Des politiques de plus en plus restrictives mises en place en Espagne : les membres espagnols se sont inquiétés des politiques de plus en plus restrictives dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation et des possibilités d'obtenir un statut de résidence. Néanmoins, il existe également des pratiques prometteuses mises en place au niveau régional. Les membres espagnols ont décidé de travailler sur l'autonomisation des migrants sans papiers et sur la sensibilisation sur les droits de tous les migrants à travers des campagnes médiatiques.

## Initiatives prometteuses

- Remettre la détention en question : au Royaume Uni, le groupe 'Freed voices', composé de migrants ayant subi un enfermement, dénonce les conditions de détention. Le projet a servi de modèle pour une discussion sur les moyens d'habiliter les migrants à défendre leurs droits dans un environnement hostile et de travailler ensemble vers des alternatives à la détention.
- Inciter les jeunes à participer : plusieurs membres de PICUM veulent faire participer et valoriser les jeunes sans papiers mais doivent souvent porter leur attention sur d'autres problèmes et barrières majeures dans la vie de tous les jours tels que l'accès à l'école et à des formations professionnelles ou même sur la lutte pour la survie. Les membres ont expliqué que la photographie et la création de vidéos sont des outils efficaces pour approcher ces jeunes et que d'autres voies devraient être envisagées afin de faire entendre leur voix.
- Campagne d'opposition au règlement de Dublin : le règlement de Dublin, qui établit quel membre de l'UE est responsable de l'examen d'une demande de protection internationale a régulièrement été critiqué par les ONG travaillant dans ce domaine. Les membres de PICUM ont débattu de la manière dont ce règlement risque d'augmenter le nombre de personnes en situation irrégulière et ont introduit une campagne visant à mettre fin aux expulsions dans les pays où les droits des migrants sont souvent bafoués.

## Ce que l'on peut faire en tant que réseau : les moyens de progresser ensemble

Malgré le fait que nos membres se retrouvent face à des obstacles de plus en plus insurmontables tels que le harcèlement et des ressources limitées, la base de soutien de PICUM et son réseau ne font qu'augmenter en taille.

Cette base de soutien toujours plus grande est vitale pour le travail que PICUM fournit afin de résoudre efficacement les problèmes et pour développer les opportunités discutées lors de l'Assemblée Générale.

- **Promouvoir les signalements sûrs et l'accès aux services**

PICUM continuera à promouvoir le principe du "pare feu" dans plusieurs domaines thématiques afin de s'assurer que les migrants sans papiers peuvent chercher de l'aide si besoin et dénoncer des cas d'abus aux autorités sans risque de se faire arrêter.

- **Préconiser la fin de la détention d'enfants et explorer des alternatives à la détention**

Nous allons défendre et promouvoir la fin de la détention pour les enfants et autres groupes vulnérables conjointement avec nos partenaires. Nous allons également sensibiliser le public aux alternatives à la détention et au besoin d'en faire usage.

- **Mettre en place des voies légales**

Établir des voies légales et sécurisées pour les migrants désireux de venir et de travailler en Europe doit être une priorité afin de mettre un terme aux souffrances actuelles. PICUM travaillera avec des partenaires compétents afin de promouvoir des programmes pour les migrants qui correspondent au profil de demande d'emploi dans de nombreux secteurs cruciaux.

- **Reconsidérer la criminalisation de l'assistance**

Nous allons continuer à recueillir des informations et des données sur la question des poursuites et punitions auxquelles s'exposent les citoyens assistant des migrants

irréguliers. PICUM mettra les politiciens face à cette réalité afin de remettre en question la criminalisation de l'assistance.

- **Remettre les discours discriminatoires en question**

PICUM continuera de s'appuyer et de développer ses initiatives "Les mots comptent !", qui s'attaquent au langage discriminatoire afin de susciter une prise de conscience sur l'impact que ce genre de terminologies a sur les perceptions et les attitudes. Cette action se fera notamment grâce à des partenariats et autres groupes soutenant le reportage éthique.

Se réunir avec les membres lors de l'Assemblée Générale est toujours une expérience des plus enrichissantes. Le débat de cette année nous a une fois de plus démontré l'immense étendue de la force collective que nous avons en tant que réseau. C'est cette même force collective sur laquelle nous pouvons compter pour relever avec succès et stratégie les défis qui se dressent sur notre route.

*Pour voir les photos de l'Assemblée Générale Annuelle, cliquez [ici](#).*

*Pour regarder les vidéos des interventions des porte-paroles à l'Assemblée Générale, cliquez [ici](#).*